

Une Europe écologique, des transports au service des besoins et de l'environnement

samedi 30 mai 2009, par [NPA](#) (Date de rédaction antérieure : 15 avril 2009).

Extrait d'une brochure publiée en France par le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) et présentant une synthèse de son programme pour les élections européennes.

Voir l'ensemble : NPA, [Pour quelle Europe ? Notre programme - Une synthèse](#)

Les moyens de transport rapides et peu onéreux ont rendu possible une organisation de la production sans stocks, avec une pression toujours plus grande sur les salariés, créant une situation socialement désastreuse et écologiquement intenable. Le développement de la voiture individuelle a favorisé les politiques urbaines de relégation des classes populaires et a rendu la ville bruyante, polluée et dangereuse.

La crise de l'industrie automobile n'est pas seulement une crise financière et économique, mais la crise d'un modèle de société. Il faut y apporter des réponses immédiates et ouvrir des perspectives à plus long terme. La première réponse est de garantir l'emploi, les contrats et les salaires des travailleurs de l'industrie automobile. Il faut préserver leur savoir faire et l'outil de travail pour permettre les reconversions industrielles auxquelles ils doivent être pleinement associés. La reconversion doit concerner les unités et collectifs de travail afin qu'ils puissent assurer la production de véhicules moins polluants et d'autres biens, utiles socialement et écologiquement (moyens de transports en commun, rotors d'éoliennes...), sans attendre l'hypothétique invention d'une voiture propre.

Aujourd'hui, les aides européennes doivent permettre de :

- Développer le transport ferroviaire, fluvial et maritime ; créer un service public européen du rail ;
- mettre en place des transports en commun de proximité gratuits ;
- réduire les allers-retours des marchandises et de la population par la relocalisation des productions et la révision des modèles de développement des villes et des territoires ;
- stopper la construction de nouvelles autoroutes ;
- interdire la mise sur le marché des voitures les plus polluantes et diminuer la vitesse maximale ;
- renoncer à la fausse solution des agro carburants, dont le développement remet en cause les capacités de l'humanité à se nourrir ;

- interdire les transports par camion sur de longues distances au sein de l'UE, tout en améliorant les emplois et les droits des chauffeurs routiers ;
- interdire, sauf cas particuliers, le transport aérien courte distance.